

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CABINET

**PANEL DE REFLEXION SUR LE THEME**

**JEUNESSE ET DEVELOPPEMENT**

(Dakar, le 17 octobre 2011)

**ALLOCUTION DU**

**3<sup>ÈME</sup> VICE PRESIDENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET  
SOCIAL**

**Mesdames, Messieurs les Conseillers,**

**Monsieur le Ministre de la Jeunesse et des Loisirs,**

**Monsieur le Directeur de l'IDEP et de l'IAG,**

**Mesdames, Messieurs,**

**Chers invités,**

C'est avec un réel plaisir que je vous souhaite la bienvenue au Conseil Economique et Social et ce, au nom du Président Ousmane Masseck NDIAYE, empêché, pour échanger avec vous dans le cadre de ce présent panel de réflexion sur le thème « Jeunesse et développement ». Cette importante rencontre entre dans le cadre de nos programmes de dialogue politique et de réflexion opérationnelle pour une gouvernance de développement. Elle s'inscrit, également, dans la perspective du programme de nos partenaires, l'Institut Africain de Gouvernance (IAG) et l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP), en matière de renforcement des capacités des conseillers économiques et sociaux.

Le Conseil Economique et Social adresse ici, par conséquent et solennellement ses vifs remerciements au Directeur de l'IAG et de l'IDEP qui a bien voulu nous accompagner pour porter la réflexion en notre sein afin d'aider notre assemblée à jouer un rôle d'initiateur d'innovations et d'agent du changement pour le développement.

**Mesdames, Messieurs,**

La jeunesse constitue un levier important voire stratégique sur lequel les pouvoirs publics peuvent s'appuyer pour construire le développement de nos pays. Aujourd'hui, un cinquième de la population mondiale, soit plus d' 1 milliard d'êtres humains, est composé de jeunes entre 15 et 24 ans. Et les 85% d'entre eux vivent dans les pays en développement. Aucun autre groupe de population ne dispose d'un pareil potentiel pour déterminer le développement mondial et réduire durablement la pauvreté. Par ailleurs, il est établi que les jeunes souffrent tout particulièrement des conséquences multiples de la pauvreté et des conflits, auxquels s'ajoute une crise économique de plus en plus aigue.

Dans de nombreux pays, cette situation est d'autant plus grave qu'un grand nombre de jeunes sont engagés dans des emplois intermittents et précaires, y compris au sein de l'économie informelle.

Le Pacte Mondial pour l'Emploi, adopté par la Conférence Internationale du Travail en 2009, souligne la vulnérabilité des jeunes sur le marché du travail et appelle à l'action pour les aider.

Devant la crise de l'emploi, de nombreux gouvernements ont pris des mesures incitatives pour juguler le mal.

Cependant, il urge d'évaluer les différentes initiatives en cours pour concevoir des interventions à même de promouvoir le travail décent des jeunes.

**Mesdames, Messieurs,**

De nombreux défis sont à relever. L'emploi de cette frange importante de la population est particulièrement sensible au cycle économique.

On ne cessera jamais de le répéter ; il faut définir des politiques hardies, inclusives et réalistes pour relever le défi. Stimuler la demande et mettre l'emploi au centre des politiques macroéconomiques sont des conditions préalables.

Ces politiques vont permettre ainsi d'améliorer les perspectives de travail décent pour la main-d'œuvre jeune.

Il y a des solutions alternatives. Les réponses politiques dépendent de la nature et la gravité de la crise dans le contexte du pays. Les gouvernements et les partenaires sociaux sont les mieux placés pour identifier les options politiques favorables à l'épanouissement social de la jeunesse.

**Mesdames, Messieurs,**

Eu égard à toutes ces considérations, trois objectifs prioritaires doivent être poursuivis: **soutenir l'épanouissement du potentiel de la jeunesse; contribuer à améliorer ses conditions de vie; leur permettre d'avoir voix au chapitre dans la prise des décisions politiques.**

Si nous entendons avoir une chance de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement, nous devons dès, aujourd'hui, nous investir davantage à tous les niveaux en faveur de l'enfance et de la jeunesse pour construire un bel avenir pour l'Afrique.

Toutes les statistiques s'accordent sur une donnée fondamentale : les moins de 35 ans constituent environ 62% de sa population !

De par leur dynamisme, leur créativité et leur disponibilité, ils voudraient participer significativement au développement de nos pays et c'est tout à leur honneur.

La jeunesse a parfois la douloureuse impression d'être exclue des politiques et stratégies de développement définies par les Etats, malgré les efforts des gouvernements.

Du creux de la vague, les cris de désespérance, de ras-le-bol et de revendications de cette majorité, généralement, si silencieuse montent pourtant quelquefois très haut.

Pour approfondir la réflexion, le Conseil économique et social du Sénégal, a, depuis sa réinstallation, fait de la question de l'emploi des jeunes une préoccupation majeure. J'en veux pour preuve toutes les activités déjà menées jusque là : **l'organisation d'un panel sur le Pacte Mondial pour l'Emploi en décembre 2010, l'élaboration d'un rapport sur l'adéquation formation professionnelle et technique et emploi des jeunes en novembre 2010, l'adoption d'une Feuille de route des Conseils Economiques et Sociaux pour la mise en œuvre du Pacte Mondial pour l'Emploi en avril 2011.**

Et j'ose espérer que les conclusions issues de la rencontre de ce matin iront dans le sens souhaité. Le sujet que nous allons traiter est au centre des priorités de tous les États, y compris le nôtre et c'est tout le sens de cette présente mobilisation. La jeunesse est au centre de notre action politique.

Je sais que nous partageons ces mêmes objectifs. Nos enfants, nos jeunes sont notre avenir. Nous devons être à la hauteur de leurs attentes.

**Je vous remercie de votre aimable attention.**